

21 octobre 2024

Monsieur le Député,

Je vous écris au nom de la FCFDU (Fédération canadienne des femmes diplômées des universités), une organisation nationale, autofinancée et non partisane, fondée en 1919. Avec 94 clubs à travers le Canada et plus de 6 600 membres, la FCFDU travaille à l'échelle nationale et au sein des communautés de nos clubs pour atteindre l'égalité et la justice sociale par le biais de l'apprentissage continu et de l'autonomisation, octroyant plus d'un million de dollars par an en bourses d'études.

Comme de nombreux Canadiens et Canadiennes, nous sommes très déçues par le ton et la conduite de plus en plus toxiques et non professionnels de la politique au Canada, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chambre des communes.

Alors que les personnalités politiques de toutes origines et identités font face à des agressions, les femmes – en particulier les femmes autochtones, 2ELGBTQ+ et racialisées – sont plus fréquemment victimes d'attaques axées sur l'identité. Ces attaques sont souvent illustrées par des insultes liées à la sexualité, au genre et à la race, et se concentrent sur l'apparence physique. En plus d'avoir un impact négatif sur le bien-être des individus, cette violence envoie également le message que les femmes ne sont pas les bienvenues dans les espaces politiques. Nous savons que lorsque les femmes sont dissuadées de s'engager en politique, nous sommes tous perdants.

Les médias sociaux, avec leur caractère anonyme et leur tendance à la polarisation et à la désinformation, ont sans aucun doute largement contribué à ce problème, et une meilleure réglementation est donc nécessaire. Cependant, nous pensons que la responsabilité d'agir incombe également aux personnalités politiques elles-mêmes, en particulier au président de la Chambre des communes et aux chefs des partis politiques.

En 2022, la FCFDU a adopté une résolution encourageant tous les partis politiques et leurs membres à prendre position contre la violence et le harcèlement des femmes en politique – nous vous écrivons aujourd'hui pour vous demander la même chose, ainsi qu'à votre caucus. Nous vous demandons de faire votre part pour que le débat politique soit mené de manière civile et respectueuse, sans attaques personnelles. Nous vous encourageons également à signer et à partager l'[engagement](#) de l'Association canadienne de parlementaires féministes contre le harcèlement en politique, si vous ne l'avez pas encore fait.

À l'approche des élections, nous comptons sur vous pour donner un exemple positif en respectant les normes de conduite les plus élevées et en soutenant les femmes en politique. La santé de notre démocratie et la réalisation d'une participation politique égale en dépendent.

La FCFDU a envoyé cette lettre à tous les chefs des partis fédéraux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Député, l'expression de mes meilleurs sentiments,



Linda Sestock

Présidente nationale, FCFDU

October 21, 2024

Dear Mr. Yves-François Blanchet,

I am writing on behalf of CFUW (Canadian Federation of University Women), a national, self-funded, non-partisan organization founded in 1919. With 94 Clubs across Canada and over 6,600 members, CFUW works nationally and within our Clubs' communities to achieve equality and social justice through continuous learning and empowerment, granting over \$1 million a year in scholarships and awards.

Like many Canadians, we are very disappointed in the increasingly toxic and unprofessional tone and conduct of politics in Canada, both within and outside of the House of Commons.

While politicians of all backgrounds and identities are facing growing aggression, women—particularly Indigenous, 2SLGBTQ+, and racialized women—are more frequently subjected to identity-focused attacks. These attacks are often graphic in sexuality, gender, and race-based insults and target physical appearances. In addition to negatively impacting individuals' wellbeing, this violence also sends a message that women are not welcome in political spaces. We know that when women are deterred from engaging in politics, we all lose.

Social media, with its anonymity and tendency to polarize and misinform, has no doubt contributed greatly to this problem, and improved regulation is thus needed. However, we believe the responsibility to act also lies with politicians themselves, especially the Speaker of the House of Commons and leaders of political parties.

In 2022, CFUW passed a Resolution encouraging all political parties and politicians to take public stands against violence and harassment of women in politics—we are writing today to ask this of you and the Bloc Québécois caucus. We urge you to do your part to ensure political debate is conducted civilly and respectfully, without personal attacks. We also encourage you and your caucus to sign and share the Canadian Association of Feminist Parliamentarians' [pledge](#) against harassment in politics.

With a federal election coming within the next year, we are counting on you to set a positive example by upholding the highest standards of conduct and supporting women in politics. The future strength of our democracy and the achievement of equal political participation depend on it.

CFUW has sent this letter to all federal political party leaders.

Thank you for your consideration.

Yours sincerely,



Linda Sestock
National President, CFUW